

CHAPITRE III

Entreposage frigorifique.

Marchandises reçues fraîches à entreposer réfrigérées ou congelées à entreposer congelées d'une valeur inférieure à 20 F par kilogramme.

Selon leur densité, les produits sont répartis dans une des deux classes suivantes (1) :

Classe A. — Produits dont la densité de stockage est égale ou supérieure à 500 kilogrammes/mètre cube utile.

Classe B. — Produits dont la densité de stockage est comprise entre 330 et 499 kilogrammes/mètre cube utile.

	BANDE 1 positive (température).	BANDE 3 (— 18°/ — 21°).
	Francs.	Francs.
Classe A :		
Droit fixe.....	15,85	25,49
Redevance tonne/jour.....	1,12	1,87
Classe B :		
Droit fixe.....	17,84	28,70
Redevance tonne/jour.....	1,26	2,10

NOTA. — Le jour de l'entrée et celui de la sortie comptent chacun pour un jour plein.

CHAPITRE IV

Conditions générales.

1. Assurance incendie des marchandises entreposées.

Le présent tarif ne comprend pas les prestations d'assurance contre l'incendie et contre l'arrêt des machines consécutif à un incendie, qui seront décomptées en sus, à raison de 1,17 p. 1.000 de la valeur déclarée par mois civil indivisible.

2. Entreposage des marchandises de faible densité de stockage.

Toute marchandise dont la densité de stockage est inférieure à 330 kg au mètre cube utile doit faire l'objet d'un tarif spécial d'entreposage découlant du tarif général relatif à la classe B par l'application d'un coefficient égal au rapport entre 330 kilogrammes/mètre cube et la densité de stockage de la marchandise considérée.

$$T = \frac{T. G. \text{ classe B} \times 330}{\text{densité de stockage}}$$

3. Tarifs d'entreposage *ad valorem* (marchandises d'une valeur supérieure à 20 francs/kilogramme).

La tarification générale s'applique à toutes marchandises d'une valeur inférieure à 20 F le kilogramme. Au-delà, compte tenu des sujétions spéciales d'entreposage et de la responsabilité pécuniaire de l'entrepôt, les conditions d'entreposage s'établiront dans les limites ci-dessous définies :

a) Entre 20 F et 50 F le kilogramme : application sur le barème d'entreposage du coefficient multiplicateur 3.

b) Au-delà de 50 F le kilogramme et jusqu'à 100 F le kilogramme : application sur le barème d'entreposage du coefficient multiplicateur 5.

c) Au-delà de 100 F le kilogramme : de gré à gré (cas particulier).

4. Tarification spéciale pour le cas de mise à disposition de cases ou chambres froides de petite capacité.

L'entreposage est facturé forfaitairement selon un tarif mensuel par mètre cube de chambre brut, correspondant à dix fois le droit afférent à la redevance journalière (tonne/jour) dans la bande considérée. Les manutentions et l'assurance sont facturées en sus.

Les tarifs ci-dessus ne comprennent pas la taxe sur la valeur ajoutée et doivent être majorés de son montant s'il y a lieu.

Vu pour être annexé au cahier des charges approuvé par arrêté en date de ce jour.

Paris, le 23 décembre 1972.

Le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme,
OLIVIER GUICHARD.

Le président de la chambre de commerce et d'industrie
du Morbihan à Lorient,
H. DUCASSOU.

(1) On se reportera pour les principaux types de produits aux chiffres officiels de densité de stockage par mètre cube utile admis par la section technique centrale du froid du ministère de l'agriculture.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL
ET SCIENTIFIQUERègles d'aménagement et d'exploitation
des dépôts d'hydrocarbures liquides.

Le ministre du développement industriel et scientifique,

Vu la loi du 19 décembre 1917 modifiée relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu la loi du 30 mars 1928 modifiée relative au régime d'importation des pétroles, ensemble les textes pris pour application ;

Vu le décret modifié du 1^{er} février 1925 instituant une commission interministérielle chargée d'étudier les questions relatives aux conditions d'établissement, de fonctionnement et de protection des dépôts d'hydrocarbures ;

Vu le décret du 1^{er} avril 1939 instaurant une procédure spéciale pour l'instruction des demandes de construction de dépôts d'hydrocarbures ;

Vu l'arrêté du 26 novembre 1948 portant approbation des règles d'aménagement intérieur des dépôts d'hydrocarbures liquides ;

Vu l'arrêté du 16 juin 1966 fixant les règles techniques et de sécurité de l'aménagement et de l'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides et liquéfiés et portant approbation d'une instruction relative aux dispositions complémentaires aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquéfiés ;

Vu l'arrêté du 8 août 1967 portant création d'une commission de sécurité des établissements pétroliers ;

Vu l'avis de la commission de sécurité des établissements pétroliers en date du 22 février 1972 ;

Vu l'avis de la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures en date du 10 mai 1972,

Arrête :

I. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. — Sont considérés comme hydrocarbures au sens du présent arrêté les produits repris aux tableaux B et C annexés à l'article 265 du code des douanes, à l'exception du gaz naturel liquéfié.

Art. 2. — Toute création ou extension de dépôt d'hydrocarbures liquides de première et de deuxième classe effectuée par des titulaires d'autorisations spéciales d'importation de produits pétroliers ou avec leur participation et autorisée à dater du 1^{er} janvier 1973 est soumise aux règles d'aménagement et d'exploitation annexées au présent arrêté (1).

Toute installation autorisée antérieurement au 1^{er} janvier 1973 doit être rendue conforme, compte tenu des dispositions du titre 1^{er} des règles annexées, aux prescriptions :

Des titres VI - 2^e partie, articles 612 et 615 exceptés, et VII de ces règles dans un délai de six mois à compter de la publication du présent arrêté ;

Des articles 612 et 615, dans un délai de douze mois à compter de la publication du présent arrêté ;

Des titres V et VI - 1^{re} partie, dans un délai de dix-huit mois à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 3. — Les véhicules à moteur Diesel visés à l'article 707-32 des règles, auxquels les dispositions de l'annexe n° 2 sont applicables, doivent être mis en conformité avec les dispositions de cette annexe avant le 1^{er} janvier 1974.

Art. 4. — Pour l'application du présent règlement, toute disposition complémentaire ou toute mise en conformité non obligatoire ne peuvent être prescrites que par arrêté préfectoral, après consultation de la commission départementale compétente et de la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures.

Art. 5. — Des dérogations aux prescriptions du présent arrêté et des règles qui lui sont annexées peuvent être accordées par arrêté préfectoral pris sur le rapport de l'inspecteur des établissements classés et après avis conforme de la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures.

II. — Dispositions générales concernant l'intervention
des inspecteurs des établissements classés.

Art. 6. — La mise en service des installations visées par le présent règlement doit faire l'objet d'une déclaration préalable à l'inspecteur des établissements classés, ainsi qu'au ministre chargé des carburants.

Art. 7. — Le règlement général de sécurité et les consignes générales et particulières de sécurité doivent être communiquées

(1) Le règlement annexé au présent arrêté est publié ce jour dans l'édition Documents administratifs.

à l'inspecteur des établissements classés qui peut formuler toute observation, notamment au sujet de leur conformité aux règles d'aménagement et d'exploitation.

Art. 8. — L'inspecteur des établissements classés visite périodiquement les installations pour vérifier la conformité des mesures de sécurité à la réglementation. A cette occasion, il peut se faire communiquer les documents visés aux articles 205, 502.3, 614, 615, 706.1 et 708.2 des règles ci-annexées.

Art. 9. — L'exploitant avise dans les meilleurs délais l'inspecteur des établissements classés :

1° De tout incident ou accident ayant compromis la sécurité du dépôt ou du voisinage, ou la qualité des eaux ;

2° Des dates envisagées de mise en service et des mises hors service des installations.

L'exploitant doit également aviser dans les meilleurs délais le ministre chargé des carburants de tout incident ou accident visés au 1° ci-dessus.

Tout incident ou accident ayant compromis la sécurité du dépôt ou du voisinage ou la qualité des eaux doit être consigné sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des établissements classés.

III. — Dispositions relatives à la direction de la lutte contre l'incendie et des secours.

Art. 10. — Dispositions relatives à la direction de la lutte contre l'incendie et des secours.

10.1. Dispositions applicables aux dépôts de capacité globale supérieure à 600 mètres cubes.

10.11. Organisation interne :

Sauf accord préalable avec les services publics d'intervention conclu conformément aux dispositions des circulaires du ministre de l'intérieur n°s 531 et 68-47 des 7 décembre 1967 et 2 février 1968, le chef d'établissement est, à l'intérieur de son dépôt, seul responsable de l'organisation préalable et de la direction des opérations de secours et de lutte contre l'incendie, tant que le plan Orsec n'a pas été déclenché et que le P. C. opérationnel n'a pas été installé.

Ces fonctions peuvent être déléguées, pour la lutte contre le feu, à une personne qualifiée dans les conditions fixées par les consignes de l'établissement. En l'absence du chef d'établissement ou de son délégué, la lutte contre l'incendie est conduite par les sapeurs-pompiers dans les conditions normales de leur mission d'intervention. Toutefois, le nécessaire doit être fait pour rappeler sans délai le chef d'établissement ou son délégué.

10.12. Plan d'opération interne :

Ce plan est établi à l'avance par le chef d'établissement. Il est déclenché pour tout incident autre que mineur et il est applicable jusqu'à la mise en place du P. C. d'opération Orsec précisé sur le plan de défense.

Le plan d'application interne doit préciser en particulier :

Le rôle à jouer par le personnel dans le dispositif de secours et de lutte contre l'incendie ;

Les conditions d'appel et le rôle des renforts devant intervenir dans le cadre d'accords d'aide mutuelle.

Le plan d'opération interne doit être communiqué aux sapeurs-pompiers.

10.13. Plan de défense d'ensemble :

Un plan de défense est établi à l'avance sous l'autorité du préfet, conformément aux principes généraux de l'instruction ministérielle du 5 février 1952 sur l'organisation des secours dans le cadre départemental en cas de sinistre important (plan Orsec) et de la circulaire du ministre de l'intérieur du 7 décembre 1967, modifiée par celle du 2 février 1968 sur le plan Orsec, annexe Hydrocarbures. Sa mise en application est effectuée à partir du moment où le P. C. opérationnel Orsec est en état de fonctionner.

10.2. Dispositions applicables aux dépôts d'une capacité globale au plus égale à 600 mètres cubes :

Dans les dépôts d'une capacité globale au plus égale à 600 mètres cubes, la direction des opérations de secours et de lutte contre l'incendie est assurée par des sapeurs-pompiers.

IV. — Dispositions diverses.

Art. 11. — Pour tout nouveau matériel, en cas de modification de l'une des normes rendues obligatoires au titre des règles ci-annexées, l'homologation de la norme modifiée entraîne substitution des dispositions de cette dernière à celle de la norme précédente.

Art. 12. — Le matériel électrique, autre que le câblage, utilisant un mode de sécurité prévu dans l'instruction ministérielle DMT n° 44.62 du 18 juin 1963, et pour lequel n'ont pas encore été fixées les spécifications et la procédure d'agrément prévues à l'article 3 du décret n° 60-295 du 28 mars 1960, peut, sous la responsabilité de l'exploitant et sauf opposition de l'inspecteur des établissements classés dans le cas où il est manifeste qu'il ne présente pas une sécurité suffisante, être assimilé à du matériel de sûreté au sens de l'article 402.2 des règles ci-annexées.

Un an après la mise en application des spécifications et de la procédure d'agrément relatives à un nouveau mode de sécurité, l'assimilation ci-dessus cessera d'être admise pour la mise en service du matériel électrique, utilisant ce mode de sécurité.

Art. 13. — Sous réserve des dispositions des articles 2 et 3 ci-dessus, le présent règlement se substitue aux dispositions faisant l'objet de l'arrêté du 16 juin 1966 fixant les règles techniques et de sécurité de l'aménagement et de l'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de l'arrêté du 26 novembre 1948 portant approbation des règles d'aménagement intérieur des dépôts d'hydrocarbures liquides, qui sont abrogés.

Art. 14. — Le directeur des carburants est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 novembre 1972.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
BERNARD RAULINE.

Règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquéfiés.

Le ministre du développement industriel et scientifique,

Vu la loi du 19 décembre 1917 modifiée relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu la loi du 30 mars 1928 modifiée relative au régime d'importation des pétroles, ensemble les textes pris pour application ;

Vu le décret modifié du 1^{er} février 1925 instituant une commission interministérielle chargée d'étudier les questions relatives aux conditions d'établissement, de fonctionnement et de protection des dépôts d'hydrocarbures ;

Vu le décret du 1^{er} avril 1939 instaurant une procédure spéciale pour l'instruction des demandes de construction de dépôts d'hydrocarbures ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 1951 portant approbation des règles d'aménagement intérieur des dépôts d'hydrocarbures liquéfiés ;

Vu les arrêtés des 16 juin et 1^{er} juillet 1966 fixant les règles techniques et de sécurité de l'aménagement et de l'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides et liquéfiés et portant approbation d'une instruction relative aux dispositions complémentaires aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquéfiés ;

Vu l'arrêté du 8 août 1967 portant création d'une commission de sécurité des établissements pétroliers ;

Vu l'avis de la commission de sécurité des établissements pétroliers en date du 22 février 1972 ;

Vu l'avis de la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures en date du 10 mai 1972,

Arrête :

I. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. — Sont considérés comme hydrocarbures au sens du présent arrêté, les produits repris aux tableaux B et C annexés à l'article 265 du code des douanes, à l'exception du gaz naturel liquéfié.

Les hydrocarbures dont la pression (absolue) de vapeur à 15 °C dépasse 1 bar et qui sont maintenus liquéfiés à une température au moins égale à 0 °C, sont dénommés Hydrocarbures liquéfiés dans le présent arrêté.

Art. 2. — Toute création ou extension de dépôt d'hydrocarbures liquéfiés de première et de deuxième classe effectuée par des titulaires d'autorisations spéciales d'importation de produits pétroliers ou avec leur participation et autorisée à dater du 1^{er} janvier 1973 est soumise aux règles d'aménagement et d'exploitation annexées au présent arrêté (1).

Ces règles comprennent deux parties distinctes :

La première partie vise tous les dépôts d'hydrocarbures liquéfiés de première et de deuxième classe, à l'exception de ceux sans transvasement d'une capacité ne dépassant pas 70 mètres cubes ;

La deuxième partie concerne tous les dépôts d'hydrocarbures liquéfiés de deuxième classe sans transvasement d'une capacité globale au plus égale à 70 mètres cubes.

(1) Le règlement annexé au présent arrêté est publié ce jour dans l'édition Documents administratifs.

Toute installation autorisée antérieurement au 1^{er} janvier 1973 doit être rendue conforme, compte tenu des dispositions du titre I des règles annexées, aux prescriptions ci-après :

a) En ce qui concerne les dépôts visés par la première partie :
Article 508 et titres V - 2^e partie, articles 513 et 516 exceptés, et VI de ces règles, dans un délai de six mois à compter de la publication du présent arrêté ;
Articles 513 et 516, dans un délai d'un an ;
Titre V - 1^{re} partie, article 508 excepté, dans un délai de dix-huit mois ;

b) En ce qui concerne les dépôts visés par la deuxième partie :
Article 506 et titres V - 2^e partie et VI, dans un délai de six mois à compter de la publication du présent arrêté ;
Titre V - 1^{re} partie, dans un délai de trois ans.

Art. 3. — Pour l'application du présent règlement, toute disposition complémentaire ou toute mise en conformité non obligatoire ne peuvent être prescrites que par arrêté préfectoral, après consultation de la commission départementale compétente et de la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures.

Art. 4. — Des dérogations aux prescriptions du présent arrêté et des règles qui lui sont annexées peuvent être accordées par arrêté préfectoral pris sur le rapport de l'inspecteur des établissements classés et après avis conforme de la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures.

II. — Dispositions générales concernant l'intervention des inspecteurs des établissements classés.

Art. 5. — La mise en service des installations visées par le présent règlement doit faire l'objet d'une déclaration préalable à l'inspecteur des établissements classés, ainsi qu'au ministre chargé des carburants.

Art. 6. — Le règlement général de sécurité et les consignes générales et particulières de sécurité doivent être communiqués à l'inspecteur des établissements classés qui peut formuler toute observation, notamment au sujet de leur conformité aux règles d'aménagement et d'exploitation.

Art. 7. — L'inspecteur des établissements classés visite périodiquement les installations pour vérifier la conformité des mesures de sécurité à la réglementation. A cette occasion, il peut se faire communiquer les documents visés aux articles :

205, 515, 605-2 et 605-3 de la première partie pour tous les dépôts d'hydrocarbures liquéfiés de première ou deuxième classe, à l'exception de ceux sans transvasement d'une capacité ne dépassant pas 70 mètres cubes ;

205 de la deuxième partie pour tous les dépôts d'hydrocarbures liquéfiés sans transvasement d'une capacité globale au plus égale à 70 mètres cubes.

Art. 8. — L'exploitant avise dans les meilleurs délais l'inspecteur des établissements classés :

1^o De tout incident ou accident ayant compromis la sécurité du dépôt ou du voisinage ;

2^o Des dates envisagées de mise en service et des mises hors service des installations.

L'exploitant doit également aviser dans les meilleurs délais le ministre chargé des carburants de tout incident ou accident visés au 1^o ci-dessus.

Tout incident ou accident ayant compromis la sécurité du dépôt ou du voisinage ou la qualité des eaux doit être consigné sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des établissements classés.

III. — Dispositions relatives à la direction de la lutte contre l'incendie et des secours.

Art. 9. — Dispositions relatives à la direction de la lutte contre l'incendie et des secours :

9.1. Dispositions applicables aux dépôts sans transvasement de plus de 200 mètres cubes de capacité globale ainsi qu'aux dépôts avec transvasement de plus de 100 mètres cubes de capacité globale.

9.11. Organisation interne :

Sauf accord préalable avec les services publics d'intervention conclu conformément aux dispositions des circulaires du ministre de l'intérieur n° 531 et 68-47 des 7 décembre 1967 et 2 février 1968, le chef d'établissement est, à l'intérieur de son dépôt, seul responsable de l'organisation préalable et de la direction des opérations de secours et de lutte contre l'incendie tant que le plan Orsec n'a pas été déclenché et que le P. C. opérationnel n'a pas été installé.

Il peut déléguer ses fonctions, pour la lutte contre le feu, à une personne qualifiée dans les conditions fixées par les consignes de l'établissement.

En l'absence du chef d'établissement ou de son délégué, la lutte contre l'incendie est conduite par les sapeurs-pompiers dans les conditions normales de leur mission d'intervention ; toutefois, le nécessaire doit être fait pour rappeler sans délai le chef d'établissement ou son délégué.

9.12. Plan d'opération interne :

Ce plan est établi à l'avance par le chef d'établissement ; il est déclenché pour tout incident autre que mineur et il est applicable jusqu'à la mise en place du P. C. d'opération Orsec précisé sur le plan de défense.

Le plan d'opération interne précise notamment :

Le rôle à jouer par le personnel dans le dispositif de secours et de lutte contre l'incendie ;

Les conditions d'appel et le rôle des renforts privés devant intervenir dans le cadre d'accords d'aide mutuelle.

L'unité de commandement, sous la responsabilité du chef d'établissement ou de son délégué, est impérative, même lorsque interviennent les centres de secours extérieurs à l'établissement. Le plan d'opération interne doit être communiqué aux sapeurs-pompiers.

9.13. Plan de défense d'ensemble :

Un plan de défense est établi à l'avance sous l'autorité du préfet conformément aux principes généraux de l'instruction ministérielle du 5 février 1952 sur l'organisation des secours dans le cadre départemental en cas de sinistre important (plan Orsec) et de la circulaire du 7 décembre 1957 modifiée par celle du 2 février 1968.

Sa mise en application est effective à partir du moment où le P. C. opérationnel Orsec est en état de fonctionner.

9.2. Dispositions applicables aux dépôts sans transvasement d'une capacité globale au plus égale à 200 mètres cubes et aux dépôts avec transvasement d'une capacité globale au plus égale à 100 mètres cubes.

Dans les dépôts sans transvasement d'une capacité globale au plus égale à 200 mètres cubes ainsi que dans les dépôts avec transvasement d'une capacité globale au plus égale à 100 mètres cubes, la direction des opérations de secours et de lutte contre l'incendie est assurée par les sapeurs-pompiers.

IV. — Dispositions diverses.

Art. 10. — Pour tout nouveau matériel, en cas de modification de l'une des normes rendues obligatoires au titre des règles ci-annexées, l'homologation de la norme modifiée entraîne substitution des dispositions de cette dernière à celles de la norme précédente.

Art. 11. — Le matériel électrique, autre que le câblage, utilisant un mode de sécurité prévu dans l'instruction ministérielle DMT n° 44-62 du 18 juin 1963 et pour lequel n'ont pas été encore fixées les spécifications et la procédure d'agrément prévues à l'article 3 du décret n° 60-295 du 28 mars 1960, peut, sous la responsabilité de l'exploitant et sauf opposition de l'inspecteur des établissements classés dans les cas où il est manifeste qu'il ne présente pas une sécurité suffisante, être assimilé à du matériel de sûreté au sens de l'article 402.2 des règles ci-annexées.

Un an après la mise en application des spécifications et de la procédure d'agrément relatives à un nouveau mode de sécurité, l'assimilation ci-dessus cessera d'être admise pour la mise en service du matériel électrique utilisant ce mode de sécurité.

Art. 12. — Sous réserve des dispositions de l'article 2 ci-dessus, le présent règlement se substitue aux dispositions faisant l'objet de l'arrêté du 16 juin 1966 fixant les règles techniques et de sécurité de l'aménagement et de l'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de l'arrêté du 18 décembre 1951 portant approbation des règles d'aménagement intérieur des dépôts d'hydrocarbures liquéfiés, qui sont abrogés.

Art. 13. — Le directeur des carburants est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 novembre 1972.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
BERNARD RAULINE.

MINISTRE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Budget de l'office national de la chasse.

Par arrêté du 28 décembre 1972, les prévisions de recettes du budget de l'office national de la chasse pour l'exercice 1972 sont fixées à la somme nette de 31.400.160 F.